

FORT ENSEMBLE

Éditorial

ARCHIPELAGO est un programme européen très réussi qui s'appuie sur la longue expérience du programme allemand de partenariat pour la formation professionnelle (BBP). Les principaux facteurs de réussite du programme sont les suivants :

- L'idée de partenariat : dans chaque sous-projet, un partenaire africain et un partenaire européen travaillent ensemble.
- Orientation axée vers la demande : les besoins concrets du secteur privé sont au cœur du dispositif.
- Formation en alternance : tous les modules de formation, qui ont permis de former 7.130 personnes, comportent une partie pratique en entreprise.
- Durabilité : chaque partenariat soutenu a un historique et est conçu pour durer.
- Participation du secteur privé : 800 MPME et 1.800 cadres d'entreprises ont participé au programme.
- Consortium solide : grâce à nos partenaires, la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones (CPCCAF) et l'Association des Chambres européennes de Commerce et d'Industrie (EUROCHAMBRES), nous avons pu nous adresser directement et de manière ciblée aux chambres et autres organisations professionnelles africaines et européennes. C'est avec la plus grande conviction que je me rallie à l'expertise du programme: ARCHIPELAGO est un modèle pour la formation professionnelle (pas seulement en Afrique) et doit être poursuivi .



9 PAYS



20 PROJETS



45 PARTENAIRES AFRICAINS



40 PARTENAIRES EUROPÉENS



11,500 LES BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS - LES JEUNES, LES
ENTREPRENEURS ET LES
ORGANISATIONS DE SOUTIEN
AUX ENTREPRISES (OSE)



ARCHIPELAGO est un programme financé par la Commission européenne qui vise à renforcer l'employabilité des jeunes et la capacité entrepreneuriale des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays du Sahel et de la région du lac Tchad.

Nathalie Vernhes et Alexis Hoyaux, de la Direction Générale des partenariats internationaux de la Commission européenne, ont répondu aux questions de Paolo Baldan, Directeur du programme ARCHIPELAGO. Le consortium du programme est coordonné par sequa gGmbH en partenariat avec l'Association des Chambres européennes de Commerce et d'Industrie (EUROCHAMBRES) et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF).



Paolo Baldan (à droite sur la photo), chef d'équipe de sequa gGmbH, en discussion avec Alexis Hoyaux de la Commission européenne.



**7,130 JEUNES
SUIVENT DES
MODULES DE
FORMATION EN
ALTERNANCE**



**1,800 CHEFS
D'ENTREPRISE
SENSIBILISÉS À LA
FORMATION EN
ALTERNANCE**



**3,000 JEUNES
FORMÉS À
L'ENTREPRENEURIAT**

Sequa: Quelles sont les caractéristiques les plus importantes du programme ARCHIPELAGO qui ont convaincu la Commission européenne à le financer ?

Nathalie Vernhes: Au moment de la conception du programme, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU) pour l'Afrique avait été conçu pour répondre de manière urgente à la crise internationale de 2015 par une réponse intégrée et coordonnée en Afrique aux diverses causes de l'instabilité, de la migration irrégulière et des déplacements forcés. Archipelago est un programme visant à renforcer l'employabilité des jeunes et la capacité entrepreneuriale des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans 12 pays cibles de la région du Sahel et du lac Tchad. Il s'aligne parfaitement sur le premier objectif du FFU qui est de mettre en place des programmes de développement économique inclusifs visant à améliorer l'employabilité des jeunes et des groupes vulnérables en renforçant leurs compétences socio-professionnelles ainsi qu'en améliorant la création effective d'emplois, y compris en stimulant l'auto-emploi, en particulier chez les jeunes et les femmes.



**600 FORMATEURS
LOCAUX FORMÉS**



**20 SECTEURS
D'ACTIVITÉ
COUVERTS PAR LE
PROGRAMME**

C'est aussi, à ma connaissance, l'un des rares programmes financés par le FFU qui soit développé et mis en œuvre par des organisations représentatives du secteur privé africain et européen telles que les chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture, des métiers et de l'artisanat, les employeurs et autres organisations professionnelles en partenariat avec des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Ces structures joignent leurs efforts pour mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle en alternance (dans les centres de formation et en entreprise), des programmes de formation à l'entrepreneuriat et pour accompagner l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique.

Sequa: Comment est structuré le programme ARCHIPELAGO ?

Nathalie Vernhes: Le consortium du programme ARCHIPELAGO est pourvu d'un vaste réseau d'organisations d'appui aux entreprises et de centres de formation professionnelle africains et européens. Ce réseau s'appuie sur les réseaux existants de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF), de l'Association des chambres européennes de commerce et d'industrie (EUROCHAMBRES), de sequa gGmbH, une organisation allemande de développement active au niveau mondial dans le domaine de la promotion du secteur privé. D'autre part, le comité de pilotage du programme inclut le Conseil européen des affaires pour l'Afrique (EBCAM), la Confédération des entreprises européennes (BusinessEurope), l'Association de l'artisanat et des PME en Europe (SMEUnited) qui organisent régulièrement des événements présents et virtuels regroupant les structures d'appui aux entreprises et les centres de formation professionnelle d'Afrique et d'Europe.

Le programme a organisé deux appels à propositions pour sélectionner, financer et encadrer des projets de partenariat Afrique-UE dans la formation professionnelle autant dans le secteur formel que dans le secteur informel. 20 projets ont été sélectionnés de manière compétitive et sont gérés par des structures d'appui aux entreprises et des centres de formation de la région du Sahel et du Lac Tchad et d'Europe. La gouvernance et la responsabilité de ces projets incombent entièrement aux gestionnaires des 20 projets.

Sequa: Comment considérez-vous la durabilité des activités du programme ARCHIPELAGO ?

Nathalie Vernhes: La durabilité du programme se matérialise par le partenariat à long terme entre les structures d'appui aux entreprises et centres de formation d'Afrique et d'Europe qui ont géré les 20 projets ARCHIPELAGO. Ce partenariat facilite également le rapprochement des communautés d'affaires Afrique-Europe dont les entreprises sont membres ou clients de ces mêmes structures.

Les organisations africaines d'appui aux entreprises et les centres de formation professionnelle des 20 projets ARCHIPELAGO devront garantir à la fin du programme un accès amélioré et accru à leurs services de formation pour les demandeurs d'emploi et les entreprises. Pour ce faire, ils capitaliseront les acquis des activités mises en œuvre durant la période du programme (dont entre autres la formation des formateurs locaux et conseillers, l'amélioration de curricula de formation existants, l'introduction de nouveaux référentiels) qu'ils répliqueront dans d'autres régions du pays et pour d'autres métiers. Les organisations africaines de soutien aux entreprises acquièrent également à l'issue du programme une capacité renforcée pour s'engager et mener un dialogue public-privé (DPP).

Toutes les institutions africaines et européennes qui sont membres des consortiums des 20 projets ARCHIPELAGO sont automatiquement à l'issue du programme « membres ARCHIPELAGO du réseau CPCCAF ». Les membres ARCHIPELAGO pourront ainsi à l'issue du programme participer aux événements qu'organise la CPCCAF tant au niveau des activités de réseautage qu'au niveau des ateliers techniques qui sont organisés en ligne et en présentiel.

Sequa: Les activités du programme se terminent en juin 2023, mais quelles sont les conclusions de l'évaluation à mi-parcours menée par la Commission européenne ?

Nathalie Vernhes: La Commission européenne a lancé une évaluation à mi-parcours du programme ARCHIPELAGO à la fin de l'année 2021 et son rapport a été finalisé en mars 2022. L'approche, la méthodologie et les résultats intermédiaires d'ARCHIPELAGO ont été positivement soulignés par l'évaluation à mi-parcours. Le rapport, présenté lors de la réunion annuelle d'Archipelago à Yaoundé en mai 2022, conclut que le programme aborde et met en œuvre une vision très innovante avec une initiative adaptée pour parvenir à une meilleure adéquation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre dans les régions du Sahel et du lac Tchad.

À mi-parcours, le programme ARCHIPELAGO et ses 20 projets ont bien avancé dans la mise en place des bases de ces actions innovantes, notamment en ce qui concerne l'amélioration des écosystèmes africains d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Les thèmes de formation ont été correctement identifiés par le programme avec l'apport du secteur privé afin de préparer des modules de formation adéquats et cohérents avec les besoins de formation.

L'une des recommandations du rapport de l'évaluation est d'étendre et de diversifier le programme ARCHIPELAGO pour passer à une nouvelle phase dans plus de pays et plus de sujets de formation, ainsi que d'améliorer et de développer le réseau des acteurs africains et européens de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

Une évaluation finale du programme sera lancée dès que les activités seront terminées ; nous recevrons alors des informations supplémentaires sur la mise en œuvre de l'ensemble du programme au cours de l'année 2023.

Sequa: Dans quelle mesure pensez-vous qu'il est important d'impliquer les entreprises dans toutes les phases du programme, de sa conception à sa mise en œuvre ?

Alexis Hoyaux: Tout d'abord, le programme ARCHIPELAGO demande aux organisations professionnelles de collecter auprès de leurs membres, les entreprises, les informations nécessaires pour établir une analyse préliminaire des déficits de compétences ; cela permet de bien comprendre les écosystèmes dans lesquels le secteur privé opère, tout en identifiant les besoins et les opportunités du marché pour chaque chaîne de valeur, afin de pouvoir construire des actions concrètes de formation professionnelle qui répondent aux besoins réels des entreprises et du marché.

Sequa: Cette implication des entreprises est en effet fondamentale pour le diagnostic préliminaire. Qu'en est-il de la mise en œuvre des actions du programme ?

Alexis Hoyaux: L'un des fondamentaux du programme est la mise en œuvre de modules de formation en situation de travail comme vecteur d'insertion économique et sociale dispensés par des professionnels locaux au plus près des populations cibles (les jeunes et en particulier les femmes).

Dans la mesure où les entreprises ont participé activement à l'analyse des déficits de compétences, nombre d'entre elles s'engagent à former des apprenants et à accueillir des apprentis dans leurs entreprises selon un programme préalablement défini de formation par modules en alternance en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics ou privés locaux, d'où la nécessité d'un partenariat entre les centres de formation professionnelle et les entreprises.

Les entreprises sont également impliquées dans toutes les activités menées par les chambres et les organisations patronales dans le cadre du dialogue public-privé et des activités de promotion du développement économique local et des questions liées à l'écosystème local de la formation professionnelle

Sequa: Comment considérez-vous la contribution du programme ARCHIPELAGO au renforcement de l'écosystème de la formation professionnelle dans les pays africains ciblés ?

Alexis Hoyaux: Faire en sorte qu'un bon nombre de personnes possédant les bonnes aptitudes et compétences occupent les bons emplois au bon moment nécessite la confiance et la collaboration de tous les acteurs clés. Avec des millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année, il est important que les économies africaines créent suffisamment d'emplois pour les absorber. Dans ce contexte, l'importance du développement des compétences en tant que catalyseur du développement socio-économique en établissant un lien avec ces opportunités d'emploi est primordiale.

Il est encourageant de constater que l'intervention d'ARCHIPELAGO s'appuie sur les structures publiques et privées nationales et locales liées à l'EFTP.

À cet égard, ARCHIPELAGO entretient des liens étroits avec le RAFPRO, le Réseau africain des institutions et fonds de formation professionnelle, créé en 2006 à Cotonou par dix (10) institutions et fonds de formation professionnelle de neuf pays africains. Il compte actuellement treize (13) Institutions et Fonds et couvre douze (12) pays d'Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale ainsi que Madagascar.

Dans le cadre de la coopération entre le RAFPRO et le programme ARCHIPELAGO, un atelier sur les modes alternatifs de financement de la formation professionnelle en Afrique a été organisé à Saly-Portudal au Sénégal, du 16 au 18 novembre 2021, en partenariat avec l'UNESCO, le programme VET Toolbox, le Fonds national de la formation professionnelle et de l'apprentissage du Sénégal (3FPT), LUXDEV, et le BIT. L'atelier s'est articulé autour de trois thèmes centraux : (i) les fonds et méthodes de financement de la formation professionnelle ; (ii) l'état des lieux du financement de l'apprentissage formel et informel ; et (iii) la digitalisation de l'EFTP en Afrique.

Les participants à l'atelier comme les fonds nationaux de formation et d'apprentissage, les structures d'appui aux entreprises et les ministères en charge de la formation professionnelle ont mis en exergue la nécessité pour les centres de formation de pouvoir bénéficier d'une certaine autonomie dans leur gestion quotidienne au niveau administratif, financier et pédagogique.

En outre, le concept de partenariat (y compris le partenariat public-privé) a été fortement recommandé entre les centres de formation et les entreprises, tant dans le secteur formel qu'informel, afin de diversifier les revenus des centres de formation professionnelle.

Sequa: Quelles sont aujourd'hui les priorités de l'UE dans les programmes de formation professionnelle en Afrique ?

Alexis Hoyaux: L'initiative de formation professionnelle et de compétences axée sur les opportunités est un élément clé du programme d'investissement Global Gateway Afrique-Europe annoncé lors du sommet UE-UA de 2022, soutenant les compétences nécessaires dans les secteurs et thèmes qui font partie du programme Global Gateway.

À cet effet, une initiative "Team Europe" est en préparation. L'objectif global est de veiller à ce que les dispositions en matière d'EFTP en Afrique subsaharienne répondent aux opportunités d'emplois concrets et décents créées par l'investissement dans le cadre du Global Gateway, ainsi que par le commerce et d'autres dynamiques de marché dans des secteurs et des chaînes de valeur sélectionnés. L'initiative « Team Europe » peut contribuer à l'identification des opportunités d'emploi et des profils de compétences correspondants ainsi que donner des conseils pour que l'offre d'EFTP réponde aux opportunités et profils identifiés, tout en impliquant pleinement le secteur privé dans ce processus et en stimulant les PPP pour l'EFP, y compris la mobilisation des partenariats Erasmus+ à venir. Ainsi, par exemple, lorsqu'un investissement spécifique (par exemple, dans le domaine pharmaceutique, de l'hydrogène, etc.) est envisagé dans le cadre d'initiatives de l'UE, l'initiative Team Europe contribuerait à identifier les profils de compétences requis dans le contexte de cet investissement et à les traduire en recommandations pour que le système d'EFTP soit en mesure de les mettre en œuvre. Il s'agit d'une approche d'ingénierie inversée pour l'EFTP à partir d'opportunités d'emploi concrètes.



« Nous Sommes Satisfaits à 100 % »

Un programme de formation en alternance pour les jeunes femmes qui répond aux besoins des entreprises, tel est l'objectif du projet ARCHIPELAGO KALANCI. Le projet est une initiative du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) et de l'Union des grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (UGEI). Le programme de formation professionnelle et d'appui favorise l'insertion de jeunes dans le secteur de l'électricité et de l'hôtellerie-restauration. Sur le terrain, RH Excellence Afrique (REA), une association créée par le CIAN à Abidjan pour améliorer la formation professionnelle en Afrique de l'Ouest, met en œuvre le projet.

Les apprenants doivent recevoir tous les outils nécessaires pour entrer sur le marché du travail. C'est pourquoi le projet associe les modules de formation à un stage pratique en entreprise. KALANCI a signé une convention avec six hôtels du groupe ACCOR à Abidjan, qui accueillent les apprenants dans leurs installations. Concrètement, 140 femmes âgées de 18 à 40 ans ont été formées pendant trois mois aux métiers d'employé d'hôtel, de responsable de la blanchisserie et de commis de cuisine à l'école professionnelle Yarani à Abidjan. Marie Odile Cachia, directrice de l'école, est enthousiaste : "Les formations courtes qui mènent à des qualifications et à la professionnalisation sont une nouvelle expérience pour l'école. De nombreuses femmes recherchent des formations courtes parce qu'elles veulent gagner leur vie le plus rapidement possible ou parce qu'elles n'ont pas le niveau de départ pour un cours diplômant". Et cela semble fonctionner : "Les retours des stages sont très encourageants, les hôteliers apprécient le travail des femmes et ont proposé d'embaucher certaines d'entre elles", se réjouit la directrice de l'école.

"KALANCI correspond exactement à notre volonté de donner une chance aux personnes motivées. Et cela en vaut la peine : les apprenants de KALANCI font partie de nos meilleures collaboratrices. Nous sommes satisfaits à 100 %" affirme Amoul Coly, directeur des ressources humaines Afrique du groupe ACCOR. Il ajoute : "Nous n'avons jamais eu autant de bonnes stagiaires d'une école. Ces femmes sont désormais dans notre base de données et constituent un vivier pour nos besoins actuels et futurs".

"Le projet promet d'être un succès durable. Nous allons poursuivre ce type de formation. De plus, cela nous a donné une excellente occasion de nous rapprocher des entreprises et nous sommes toujours à la recherche de nouveaux partenaires pour intégrer nos élèves dans les entreprises", déclare la Directrice de l'école de Yarani.



Apprenantes de l'école de Yarani à Abidjan



Un groupe de diplômées avec Amoul Coly, Directeur- Afrique des ressources humaines du groupe ACCOR

«pour un avenir meilleur»

Le secteur de l'horticulture au Ghana connaît une croissance rapide et offre de nombreuses possibilités d'emploi intéressantes. Toutefois, l'évaluation des besoins en formation réalisée au début du projet a clairement montré qu'il existe un fossé entre l'offre actuelle de formation et les connaissances et compétences pratiques nécessaires pour répondre aux besoins des exploitations agricoles ou pour se mettre à son propre compte.

C'est pourquoi le Kwadaso Agricultural College de Kumasi et l'Université Technique de Delft se sont associés à un partenaire solide du secteur privé, Holland Greentech, afin de développer un programme de formation pratique et de formation à l'entrepreneuriat. Parallèlement au développement de ce module de formation, il était essentiel d'impliquer et de former également le secteur privé à Kumasi afin de stimuler et mettre à niveau l'ensemble du secteur horticole.

Grâce à son approche globale, le projet forme également les "Lead Farmers". Il s'agit d'agriculteurs dont l'exploitation a une taille importante et dont les résultats émanant de la formation ont un effet de démonstration.

Ces agriculteurs servent de modèle pour le programme et proposent des stages et des emplois. Le projet garantit que l'offre de formation de Kwadaso corresponde bien aux besoins du marché du travail et offre de réelles perspectives d'emploi.

Le projet a permis de créer vingt parcelles de démonstration, d'élaborer un cours de formation de quatre mois et de former les formateurs de Kwadaso, dont les élèves suivent depuis lors les cours nouvellement élaborés, qui font désormais partie de leur programme d'études.



Les agriculteurs ont considérablement augmenté leurs bénéfices et certains d'entre eux exportent désormais leurs légumes vers des pays voisins comme le Burkina Faso. Le programme de formation est désormais pleinement intégré au sein du Kwadaso Agricultural College (KAC) et la collaboration entre le KAC et Holland Greentech a été formalisée par un protocole d'accord. Une vidéo produite en 2022 donne un aperçu des résultats obtenus grâce au projet : 

